

SERGE KRANCENBLUM ET PASCAL RAPALLINO (SGG)

## «Les familles veulent protéger leur vie privée»

24 SEPTEMBRE 2017 21:33

Interview par Thierry Raizer



Pour Serge Krancenblum et Pascal Rapallino, il reste un équilibre à trouver entre transparence et confidentialité.

*(Photo: Sven Becker / Archives)*

**Le chapitre Benelux de l'association Step qui regroupe les prestataires de services aux familles fortunées organise une conférence ces lundi et mardi au Luxembourg. Coup d'œil sur les enjeux de ce secteur d'activité avec le group CEO et le group private client solutions leader de SGG, Serge Krancenblum et Pascal Rapallino. Ils sont tous deux membres de Step Benelux.**

**Messieurs, peut-on tout d'abord résumer l'objet de Step?**

Serge Krancenblum: «L'association réunit les métiers du conseil aux familles internationales et fortunées. Step poursuit un objectif plus global qui est celui d'offre de la formation permanente aux professionnels de ces métiers, afin que chacun dispose des standards de qualité pour exercer, tout en se mettant à jour régulièrement. Step est donc une association globale via laquelle les professionnels peuvent se spécialiser.

D'un autre côté, nous avons un rôle de prise de conscience à l'égard des pouvoirs publics et des institutions internationales quant aux besoins des professionnels en conseil pour une clientèle privée.

### **Comment s'est construit l'agenda de la conférence de cette année?**

Serge Krancenblum: «Il s'est construit autour des grandes tendances qui concernent nos métiers sur le Benelux, dont l'échange d'information. Nous apporterons aussi des connaissances sur les processus de successions, les différents véhicules ou les outils qui peuvent être utilisés. J'animerai un panel qui sera consacré aux grands centres financiers internationaux et leur importance pour les familles basées en Europe.

### **Quelles sont les tendances marquantes pour ce type de clientèle actuellement?**

Serge Krancenblum: «On note une complexité croissante de donner du conseil et de rendre des services dans le domaine en raison des nouvelles réglementations qui responsabilisent davantage les conseillers, même pénalement lorsqu'on parle de conseil à connotation fiscale. On peut se poser la question de la possibilité pour les professionnels concernés d'exercer librement et intelligemment avec ces épées de Damoclès au-dessus de leurs têtes.»

Pascal Rapallino: «Il est aussi question d'onshorisation ou plutôt d'utilisation de véhicules dans certains pays comme le Luxembourg pour structurer le patrimoine des familles. La transparence est un autre élément important en raison du passage de la notion de secret à celle de confidentialité. Il reste un équilibre à trouver pour ne pas aller vers une trop grande transparence qui s'opposerait à ce besoin de confidentialité de la part de ces familles qui veulent préserver leur vie privée. Nous observons par ailleurs qu'elles s'institutionnalisent dans la mesure où elles demandent à être traitées comme des investisseurs institutionnels, via des fonds d'investissement. Ceci place le Luxembourg sur la bonne carte avec l'usage de l'AIFM que nous pouvons mettre en avant.»

Source : Paperjam.lu